PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union-Discipline-Travail

68ème SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

THEME : « **LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'APRES 2015 : PLANTONS LE DECOR** »

ALLOCUTION DE SEM ALASSANE OUATTARA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

New York, le 25 septembre 2013

- Excellence Monsieur John ASHE, Président de la 68ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies ;
- Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;
- Excellence Monsieur BAN Ki-Moon, Secrétaire Général des Nations Unies ;
- Mesdames et Messieurs ;
- Honorables Délégués,

Monsieur le Président,

Tout comme les Chefs d'Etat et de gouvernementqui m'ont précédé à cette tribune, je voudrais à mon tour, au nom de la délégation de la Côte d'Ivoire et en mon nom propre, vous adresser nos chaleureuses félicitations pour votre brillante élection à la présidence de la 68ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Je voudrais saluer tout particulièrement le Secrétaire Général des Nations Unies, Monsieur BAN Ki-Moon, pour son action à la tête de notre Organisation et son engagement pour la paix et le développement dans le monde.
Je saisis cette heureuse opportunité pour lui renouveler, au nom de mes pairs de la CEDEAO, notre gratitude pour son implication personnelle dans la résolution des conflits en Afrique et singulièrement dans la sous-région ouest africaine.

Monsieur le Président,
Excellences Mesdames et Messieurs,

Avant d'aborder le thème de cette session et au moment où j'interviens pour la seconde fois devant votre auguste assemblée, je tiens à vous renouveler la reconnaissance du peuple ivoirien pour l'action que les Nations Unies et la communauté internationale continuent de jouer à nos côtés. En effet, grâce à ce précieux soutien, la Côte d'Ivoire est au travail et a repris le chemin du développement économique et social,pour le bien-être de tous les Ivoiriens. Mon paysest en pleine reconstruction, après s'être doté d'Institutions crédibles et démocratiques au terme d'élections libres et transparentes. La réconciliation

nationale et le dialogue politique se poursuivent dans un climat apaisé. Nous sommes conscients des défis qui restent à relever mais nous sommes sur la bonne voie.

Monsieur le Président,

Le thème retenu par la présente session, à savoir *« Le programme de développement de l'après 2015 : plantons le décor*" nous interpelle tous, individuellement et collectivement, sur notre capacité à relever le défi du développement.

Alors que nous approchons de la date cible de 2015 pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), il convient de souligner que d'importants progrès ont été accomplis par la plupart des pays et de nous féliciter de la détermination de l'ensemble des Gouvernements à poursuivre leurs efforts, afin de tenir les engagements du Millénaire. Même si beaucoup reste encore à faire et que les progrès affichés peuvent masquer des réalités nationales et régionales diverses, la dynamique actuelle semble irréversible en dépit d'un contexte économique particulièrement difficile. Nous devons nous atteler à consolider les résultats positifs obtenus dans certains domaines comme la scolarisation dans le primaire, la couverture vaccinale et le ralentissement de la propagation du VIH/SIDA. Nous devons également résoudre les questions de sécurité alimentaire, de sécheresse, d'accès à l'eau potable et de lutte contre la pauvreté, qui continuent d'être des sujets de préoccupation majeure pour nos Etats.

Monsieur le Président,

En adoptant les Objectifs du Millénaire pour le Développement, nous avons la responsabilité collective et l'ambition d'améliorer les conditions de vie de nos concitoyens et d'accélérer le développement de nos pays. En ce qui concerne mon pays, la Côte d'Ivoire, la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui stagnait en raison de la crise socio-politique, connait

aujourd'hui une dynamique nouvelle, grâce notamment aux bonnes performances de notre économie.

C'est dans ce climat favorable que le Gouvernement a mis en place un ambitieux programme de reconstruction, qui s'appuie sur le Plan National de Développement (PND) 2012-2015, et dans lequel les investissements sociaux occupent une place de choix.

Ainsi, ce programme accorde d'importants investissements aux domaines de l'enseignement, de la santé et des infrastructures sociales de base.

Le Gouvernement qui a également érigé au rang de priorité nationale la création d'emplois, notamment l'emploi des jeunes, souhaite atteindre l'objectif de création d'environ 200.000 emplois par an.

Monsieur le Président,

A l'heure du bilan, nous devons nous rendre à l'évidence que le monde a besoindavantage de solidarité pour atteindre les objectifs du Millénaire.
Il nous faut donc adopter une approche globale, qui permettra à nos pays de bâtir des modèles de développement durables, plus justes et respectueux de nos spécificités.
Le continent africain qui affiche un retard par rapport à l'échéance de 2015, peut cependant compter sur son poids croissant dans l'économie mondiale.
C'est pour cela que mon pays adhère à la définition d'un agenda Post-2015, afin de forger un consensus nouveau autour d'une nouvelle génération d'Objectifs du Développement Durable, s'appuyant sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Monsieur le Président,

Le monde auquel nous aspirons ne sera possible que si nous relevons le défi de la paix et de la sécurité, mais aussi celui de la démocratie à travers le retour aux valeurs de la Charte des Nations Unies.

Trop de guerres et de conflits continuent de déchirer l'humanité et de miner les efforts de développement de nombreux pays. Nous devons collectivement y mettre fin, en privilégiant les seuls intérêts des peuples, grâce aux instruments dont nous nous sommes dotés. C'est en renouvelant les fondements de notre solidarité, que nous parviendrons à enrayerles nouvelles menaces telles que le terrorisme, la criminalité transfrontalière, le trafic de drogue et d'armes, la traite des êtres humains, la piraterie maritime.

L'assaut terroriste, d'une rare violence, qui a endeuillé le Kenya en est la manifestation et nous rappelle l'urgence d'une action collective contre cette menace. Nous condamnons avec la plus grande fermeté cet acte ignoble qui nous montre que la lutte contre le terrorisme est un combat sans répit, qui doit changer notre perception de la sécurité. Dans ces moments de grande douleur, je voudrais,au nom de mon pays et de l'Afrique de l'Ouest, témoigner au peuple frère du Kenya et à son Président, notre compassion et notre soutien.

Mesdames et Messieurs,
Honorables Délégués,

La Gouvernance internationale doit se démocratiser et incarner davantage le consensus universel et les valeurs de nos nations. En effet, le monde a besoin de se reconnaître dans ses institutions multilatérales afin de lutter efficacement contre les menaces de ce nouveau siècle.

L'Afrique de l'Ouest est consciente de la menace que fait peser sur son développement, la dégradation de l'environnement sécuritaire et la prolifération de

nouveaux facteurs d'instabilité. C'est donc à juste titre que les Chefs d'Etats de la CEDEAO mettent touten œuvre,avec détermination et avec l'appui de la Communauté internationale, pour le rétablissement et la préservation de la paix dans la région.

C'est pourquoinous avons accueilli avec une grande satisfaction le rétablissement de l'intégrité territoriale du Mali et la bonne tenue de l'élection présidentielle dans ce pays frère.

Ces succès ne doivent toutefois pas cacher les énormes défis auxquels notre région reste confrontée.
J'invitedonc la communauté internationale à tirer les leçons du conflit au Mali et à soutenir la CEDEAO et l'Union Africaine dans la mise en place d'une politique de sécurité cohérente et proactive ; le terrorisme dans la région du Sahel se déplace à l'intérieur d'un espace dont des pans entiers échappent à l'autorité des Etats.
La menace dépasse les frontières du continent africain et appelle à une réponse internationale concertée à la hauteur des enjeux.

Monsieur le Président
Mesdames, Messieurs

J'encourage les bailleurs de fonds et nos partenaires traditionnels à apporter leur soutien aux Nations Unies et à nos Etats dans le cadre de cette stratégie.

Nous saluons l'annonce de la visite prochaine du Secrétaire général des Nations unies et du Président de la Banque Mondiale, dans la région du sahel afin de mobiliser l'ensemble de la Communauté internationale et des Institutions financières.

A présent, Mesdames et Messieurs,
Honorables Délégués,

Si nous voulons clore le cycle des crises politico-militaires en Afrique de l'Ouest, la Guinée Bissau devrait elle aussi bénéficier de la solidarité internationale. C'est à ce prix que nous pourrons consolider la transition inclusive actuelle et permettre au Gouvernement d'organiser des élections démocratiques en novembre prochain.
C'est pourquoi, au nom de la CEDEAO, j'invite la Communauté internationale à contribuer au financement des élections générales dans ce pays.

Monsieur le Président,

Je voudrais pour conclure,rappeler à notre auguste assemblée, que pour relever les défis de la paix et la sécurité internationale, nous devons plus que jamais mettre en œuvre les engagements pris au cours des conférences et des réunions au Sommet des Nations Unies. Le droit au développement doit devenir une réalité pour tous, tel qu'énoncé dans la Déclaration du Millénaire, unanimement adoptée en Septembre 2000.
Nous devons tous tirer les leçons des insuffisances du passé, pour mieux construire un monde nouveau, que nous voulons radieux pour nous-mêmes, pour nos enfants et pour nos petits-enfants.

Je vous remercie.